

La Dépêche - 20 janvier 2010

Transports. Réunion improvisée hier lors de la venue d'Alain Rousset le président du conseil régional à Agen.

INFOGRAPHIE -- La polémique sur le tracé de la ligne à grande vitesse (LGV) s'est invitée dans le débat politique, hier, à l'occasion de la venue d'Alain Rousset dans le cadre des élections régionales. Réunis sous deux bannières associatives, les opposants à la LGV ont rencontré Alain Rousset et restaient dubitatifs à l'issue de la réunion de plus d'une heure, avec le président du conseil régional à Agen.

Dubitatif, Charles D'huyvitter, le président de l'association TGV (*) en entendant l'élu annoncer la possible mise en place d'un observatoire du chantier de la LGV (lire l'encadré). «Nous n'en sommes pas là, et quel intérêt alors que les aménagements auront débuté ? Nous sommes très déçus par l'entrevue. Il (Alain Rousset, Ndlr) nous a répété qu'il était question d'intérêt national et européen. Nous, on comprend que l'intérêt des grandes métropoles est de se déplacer rapidement, au détriment des territoires ruraux comme le Lot-et-Garonne.

C'est bien connu, deux lignes parallèles ont en dépit des théories peu de chances de se croiser. Charles D'huyvitter : «le Conseil d'analyses économiques, la Cour des comptes ont émis des avis, Alain Rousset n'a pas prêté l'oreille à ces arguments hier. Nous sommes apolitiques, nous ne prendrons donc pas part au débat lors des régionales.» Précision utile à moins de deux mois du premier tour de scrutin.

DANS LES LANDES AUSSI

Autre opposant à s'être invité hier à Agen, Alain Dewidt, de la toute nouvelle «Association de sauvegarde des landes et des coteaux de Gascogne». «Déçu ? Non, je n'avais aucune illusion, j'ai passé l'âge d'imaginer que deux associations puissent faire changer d'avis un président de conseil régional.» Dewidt tient d'ailleurs à lever une ambiguïté : «En ce qui me concerne, je ne suis pas directement concerné par le tracé annoncé au début du mois. Il n'y a pas d'intérêt particulier dans cette affaire...» Ce préambule écrit, cet opposant dénonce aussi «l'aveuglement collectif dont ont fait preuve la plupart des élus. Ils baignent tous dans un bain de certitudes tant sur les retombées économiques de la ligne à grande vitesse par exemple. C'est une erreur sur

le fond du dossier.»

Les opposants ont posé cinq questions à Alain Rousset. «Sur l'aménagement du territoire, et le sacrifice des Landes et de l'Aquitaine au profit des Toulousains.» Sur l'économie aussi, et «sa responsabilité en matière de gestionnaire des fonds publics. Avec un seul des 7 milliards prévus, on refait la ligne existante et on finance la rénovation du réseau régional.» D'autres points aussi, sur l'environnement «avec les voies existantes, on ne détruit rien» et sur le progrès supposé de cette ligne à grande vitesse. «Aujourd'hui, les cadres des entreprises se déplacent surtout virtuellement. Le progrès, ce sont les autoroutes du haut-débit.» Et, dernier point, la politique. «Nous demandons clairement un débat public sur la LGV.» Un collectif d'associations est en cours de création. Un rassemblement est prévu le 6 mars, une semaine avant le premier tour des élections régionales, à Nérac.

Rousset veut un observatoire

Alain Rousset a prôné hier à Agen la création d'un « observatoire » des chantiers de la LGV et la mise en place, par l'État, de médiateurs susceptibles d'être « l'interface » avec les associations. Il a exprimé sa volonté « d'un passage le moins pénalisant possible » en Aquitaine et pour « un système de réparation qui soit le plus efficace. » Il a réaffirmé son engagement pour cette ligne à grande vitesse, et a rejeté l'idée de créer la LGV sur les voies existantes, incapables selon lui d'absorber la circulation. «Ne nous méprenons pas, les transports nationaux à l'avenir, ce sera le train ou la voiture. Blagnac est saturé, par exemple et il n'est pas possible de faire passer des TER supplémentaires. » Mais Alain Rousset le répète, « La LGV va coûter cher, et cela veut dire que l'État est en faillite mais c'est un immense progrès et ne pas la faire est un contresens. » Avant de recevoir autour d'un café les responsables d'associations, Alain Rousset s'est exprimé sur cette ligne à grande vitesse. Il y est favorable, mais regrette « que l'État soit venu racketter les collectivités locales. » Le président du conseil régional pointe du doigt « les services de l'État, et ceux de l'Équipement en particulier, qui n'ont pas pris le soin de faire des réserves (foncières, nldr) auparavant sur les voies de passage le long de l'autoroute. »